



**Comité Suisse-Vietnam COSUNAM**  
**Thierry Oppikofer, Président**  
[www.cosunam.ch](http://www.cosunam.ch)



**Parti pour la Réforme du Vietnam VIET TAN**  
**Do Hoang Diem, Président**  
[www.viettan.org](http://www.viettan.org)

## **Appel du Comité Suisse-Vietnam COSUNAM et du Parti pour la Réforme du Vietnam VIET TAN à l'occasion de l'examen périodique universelle du Conseil des Droits de l'Homme ( Nations-Unies ) sur la situation au Vietnam**

Genève, le 27 avril 2009

Mesdames et Messieurs,

Malgré son ouverture vers l'économie de marché et le tourisme, le Vietnam communiste demeure l'un des pays du monde où les Droits de l'Homme sont les plus gravement bafoués, à l'exemple de la Chine, 20 ans après les événements de la place Tian an Men, ou de la Corée du Nord. Des bonzes, des prêtres et des pasteurs y sont interdits de pratique religieuse. Des intellectuels ou simples citoyens sont emprisonnés ou assignés à résidence parce que leurs idées diffèrent de celles du parti unique.

Pourtant, au risque de leur vie et de leur liberté, nombre de Vietnamiens osent élever la voix pour réclamer simplement la liberté d'expression, l'application des principes d'une société civile équitable pour tous et l'instauration de la démocratie, seule à même de garantir un développement durable et juste du pays.

Ces voix sont toutefois menacées en permanence et seul l'appui de l'opinion publique internationale peut leur donner plus de poids. En tant qu'élus de la République et Canton de Genève, à l'occasion de l'examen périodique universelle UPR du Conseil des droits de l'homme (Nations Unies) sur le Vietnam le 8 mai prochain, vous avez l'occasion d'apporter publiquement votre soutien à ces fragiles défenseurs de la liberté, aux côtés des organisations non gouvernementales suivantes, qui ont dressé un tableau très préoccupant à l'attention du Conseil des droits de l'homme sur la situation au Vietnam.

1. AI - Amnesty International
2. ATLP - Association Tourner la Page
3. CSW - Christian Solidarity WorldWide
4. ECLJ - European Centre for Law and Justice
5. FIDH & VCHR - Fédération Internationale des Droits de l'Homme & Vietnam Committee on Human Rights
6. GIEACPC - Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children
7. HRW - Human Rights Watch
8. INDIG - Indig
9. International PEN - International PEN
10. IRPP- Institute on Religion and Public Policy
11. KKF - Khmers Kampuchea Krom Federation
12. UNPO - Unrepresented Nations and People Organization

Une troïka de trois pays - le Japon, le Canada et le Burkina Faso - étudiera le rapport de ces douze organisations, interrogera la délégation officielle du Vietnam et émettra ensuite un rapport final avec des recommandations.

En signant la pétition suivante avant le 4 mai 2009, que nous enverrons aux délégations du Japon, du Canada, du Burkina Faso et du Vietnam, vous aiderez celles et ceux qui oeuvrent à édifier une société libre et meilleure pour chaque citoyen de ce pays d'Asie si attachant.

Veillez agréer, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre très haute considération.

Nguyen Tang Luy, Secrétaire Général  
Comité Suisse-Vietnam **COSUNAM**

Nguyen Dang Khai, Représentant en Suisse  
Parti pour la Réforme du Vietnam **VIET TAN**

**PETITION A NOUS RENVOYER AVEC VOTRE ACCORD DE SIGNATURE  
PAR EMAIL LE LUNDI 4 MAI 2009 AU PLUS TARD**

A l'initiative du Comité Suisse-Vietnam COSUNAM et du Parti pour la Réforme du Vietnam VIET TAN, à l'occasion de l'examen périodique universel UPR du Conseil des Droits de l'Homme (Nations Unies) consacré au Vietnam le 8 mai 2009 à Genève, les élus et personnalités helvétiques suivantes, profondément préoccupés par le rapport préparatoire du 23 février 2009 des douze organisations sur les violations de liberté d'expression et de liberté religieuse, vous demandent d'exercer la plus vive pression pour que le Vietnam se conforme aux recommandations qui suivront l'examen final.

Nom	Prénom	Fonction	Adresse	Signature

Responsables de la pétition : Luy Nguyen Tang et Khai Nguyen Dang

[luy.nguyentang@gmail.com](mailto:luy.nguyentang@gmail.com)

Genève, le 27 avril 2009